



Paris le 03 février 2006

Communiqué du Comité Laïcité République

LIBERTE D'EXPRESSION : LE RETOUR DE L'INQUISITION

Après le limogeage du directeur de France-Soir, coupable d'avoir publié des caricatures représentant Mahomet parues dans la presse danoise, il convient de rappeler, comme l'ont fait beaucoup que la liberté d'expression, la liberté de la presse, sont des garanties de notre propre liberté et de la démocratie.

Ce n'est pourtant pas évident pour tout le monde. Ainsi, les responsables religieux se sont-ils tous placés du côté de la censure, ne supportant pas la critique et la dérision à leur encontre. Evêques et rabbins ont emboîté le pas aux imams, soutenus par les régimes les plus outrancièrement antidémocratiques que compte la communauté internationale, avec Le Pen en encombrant renfort. Lorsqu'en 2005 une représentation d'une pièce de Voltaire doit se faire sous protection policière dans l'Ain, lorsque le cinéaste néerlandais Theo Van Gogh est abattu pour avoir osé critiquer une religion et la députée Ayan Hirsi Ali vit sous protection permanente aux Pays-Bas, quand on sait aussi comment les évêques de France ont fait condamner un détournement par voie d'affiche de la Cène de Léonard de Vinci, c'est bien le délit de blasphème qui fait son retour sur le continent européen, c'est bien la Sainte Alliance des responsables religieux qui veut édicter ses principes, ceux contre lesquels les Lumières -et notamment Voltaire- se sont dressées et dont on pensait sans doute naïvement qu'ils n'avaient plus cours sous nos latitudes.

Lorsque les menaces de mort se multiplient à l'encontre de ceux qui osent railler la religion, lorsque certains vont jusqu'à payer de leur vie leur liberté d'expression, il y a menace pour la démocratie. Ceux qui encouragent en permanence le communautarisme, qui pratiquent l'ingérence d'Etat dans les affaires religieuses notamment, ne doivent pas s'étonner que les religieux demandent maintenant à s'ingérer dans les affaires de l'Etat et à dicter leur loi. Contre le retour de l'Inquisition et de ses alliés, le combat pour la liberté de conscience n'est décidément pas terminé.

Le Bureau National